



L'Égypte développe l'état d'urgence et censure les réseaux sociaux

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 24 juillet 2018

wsws.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Cinq ans après le coup d'État lancé par l'armée contre le président islamiste Mohamed Morsi et le massacre de plus d'un millier de ses partisans dans les rues du Caire, le régime militaire du dictateur Abdel Fatah al-Sissi, soutenu par l'Occident, intensifie sa terreur contre-révolutionnaire.

L'état d'urgence a été prolongé une fois de plus le 14 juillet pour une période de trois mois. Cela signifie que les droits constitutionnels restent suspendus et que le droit d'*habeas corpus* est aboli. Les grèves et les manifestations sont interdites et la police et les services de sécurité ont le pouvoir d'incarcérer tout individu sans qu'il soit accusé de rien.

Au cours des cinq dernières années, le régime de Sissi a fait un usage intensif de ces pouvoirs, grâce auxquels la classe dominante égyptienne a écrasé manifestations et grèves, et banni l'activité politique pour des décennies. Elle maintient en prison au moins 60 000 prisonniers politiques et a condamné à mort plus d'un millier de personnes. 112 exécutions ont eu lieu rien qu'en 2017. La liberté d'opinion a été essentiellement abolie.

Terrifié par le spectre d'une nouvelle éruption de luttes révolutionnaires de masse comme celle qui a chassé, en février 2011, Hosni Moubarak, le dictateur de longue date et valet de l'impérialisme, le régime intensifie sa répression.

Lundi dernier, le parlement égyptien a approuvé trois nouvelles lois sur les médias faisant un crime du journalisme et des commentaires critiques sur les réseaux sociaux. Avec ces lois, le Conseil suprême des médias, une instance nommée par Sissi, peut contrôler et fermer les plate-formes médiatiques, les blogs et les comptes privés ayant plus de 5000 « followers ».

L'article 19 de la nouvelle loi déclare, « il est interdit aux journaux, organes de presse, ou sites web de diffuser des fake news ou d'approuver une violation de la loi ou la violence ou la haine, ou d'y inciter ». C'est-à-dire que toute déclaration divergente dans un journal imprimé ou sur Internet, que le régime déclarera être des « fake news » [fausses nouvelles] est un acte criminel et peut être poursuivi.

Alors que les régimes capitalistes des Etats-Unis et de l'Europe soutiennent le règne de terreur de Sissi et introduisent des lois de censure semblables dans leurs propres pays, plusieurs groupes des droits de l'Homme ont condamné la nouvelle loi. « La nouvelle loi sur la presse approuvée... semble graver dans le marbre les pratiques répressives déjà en place en Égypte, légalisant de fait les nouvelles méthodes de réprimer la liberté de l'information

», dit Sophie Anmuth de Reporters sans frontières.

Amnesty international a publié une déclaration disant que le nouveau règlement « augmenterait les pouvoirs déjà vastes du gouvernement égyptien, de surveiller, censurer et bloquer les médias sociaux et les blogs ainsi que de criminaliser un contenu violant des normes politiques, sociales ou religieuses vaguement définies ». Elle ajoute que l'Égypte a déjà bloqué 500 sites web, dont des organes de presse indépendants et des pages appartenant à des groupes défendant les droits, les accusant de « publier de fausses informations » et de « nuire à la sécurité nationale ».

Cette répression est une réponse à l'opposition montante parmi les travailleurs et les jeunes à une nouvelle série de mesures d'austérité imposées par le régime.

L'Égypte a introduit des hausses du prix du gaz naturel pour les ménages et les entreprises allant de 33,3 à 75 pour cent. Ces mesures entreront en vigueur en août. Elles fixent le prix du gaz à 0,175 livres égyptiennes pour 30 mètres cubes de gaz, une hausse de 75 pour cent. Le mois dernier déjà, le régime avait augmenté le prix du carburant de 50 pour cent – la quatrième coupe de subventions du carburant depuis 2014 – afin de satisfaire aux exigences du FMI. D'autres coupes drastiques des subventions ont entraîné une hausse du coût de l'électricité pour les ménages de 30 à 45 pour cent et du prix du gaz en bonbonnes de 66 pour cent.

Le régime de Sissi avait accepté en 2016 un nouveau prêt du FMI et promis de sabrer les dépenses publiques, les subventions sur le gaz et le pain, et les salaires, extrêmement bas, des ouvriers. Cette nouvelle série de mesures est comme une déclaration de guerre aux masses égyptiennes appauvries. « Il ne fait aucun doute que la voie vers une véritable réforme est difficile et cruelle et cause bien des souffrances, mais il n'y a pas de doute non plus que la souffrance provenant du manque de réformes est bien plus grande encore » avait déclaré un Sissi menaçant dans un récent discours.

En réaction, des dizaines de milliers d'égyptiens ont demandé sur Internet à Sissi de démissionner. Le *hashtag* « Irhal ya Sisi » (dégage Sissi) est devenu l'un des premiers d'Égypte. Les commentaires témoignent de la colère révolutionnaire qui monte une fois de plus dans la classe ouvrière égyptienne. Un usager nommé Abo Mahmoud écrit: « Nous ne te laisserons pas partir tranquillement et tu devras boire la même coupe amère que celle que tu as donnée au peuple égyptien. Des meurtres aux jeunes opprimés et au déplacement de notre peuple partout en passant par l'emprisonnement, la torture et la disparition de mineurs. Al-Sissi assassin, Al-Sissi criminel de guerre. Traître. »

Une autre personne déclare sur Twitter: « Nous n'avons plus le temps pour toi. Nous mourons de faim. Tout est devenu trop cher. Le gaz, la nourriture, l'électronique et le carburant. S'il te plaît, nous avons besoin de nous sentir libre ». Un autre écrit: « Pas de liberté, pas de justice, pas d'éducation, pas de pays, pas d'humanité. Il est temps de partir. » Nombreux sont ceux qui repostent des images des luttes révolutionnaires de masse de 2011 et lancent l'appel: « recommençons ».

En Irak, des manifestations de masse ont lieu contre le régime soutenu par les Etats-Unis à la suite de protestations et des grèves ont secoué le Maroc, la Tunisie et l'Iran dans la première moitié de cette année. Alors que les masses égyptiennes et du Moyen-Orient reprennent le chemin de la lutte, il est crucial d'examiner les expériences de la révolution égyptienne et des vastes soulèvements de la région.

Les grèves et les manifestations de masse de la classe ouvrière égyptienne et tunisienne en 2011 furent capables de renverser des dictateurs soutenus par les Etats-Unis et la France et secouer les élites dirigeantes dans toute la région comme au plan international. Mais sans établir son indépendance politique et sans un parti révolutionnaire pour la diriger, la classe ouvrière n'a pu réaliser ses aspirations sociales et démocratiques. Les élites dominantes ont bien plutôt été capables de rester au pouvoir et d'intensifier leur politique de guerre, de répression et d'exploitation de la classe ouvrière.

La leçon centrale de ces événements cruels est que la seule voie en avant est une lutte révolutionnaire internationale de la classe ouvrière qui cherche consciemment à renverser l'État capitaliste et l'impérialisme, une lutte pour prendre le pouvoir d'État et restructurer la société sur une base socialiste.

Développer une telle lutte exige un examen des forces pseudo de gauche comme les Socialistes révolutionnaires (SR) en Égypte, qui excluent une lutte pour le socialisme par la classe ouvrière et appellent au contraire à une « lutte démocratique » en alliance avec des partis capitalistes.

Les SR se rendent compte de l'opposition croissante de la classe ouvrière et la craignent. Dans des déclarations récentes, ils avertissent: « Ce que l'histoire montre est qu'une telle combinaison de capitalisme austéritaire et de dictature militaire semi-absolue ne convient pas à long terme. » Ils appellent à « une lutte longue et ardue pour regagner les espaces démocratiques et pour lutter contre le néo libéralisme... Entamons ensemble cette longue route pour surmonter le fléau de la domination du capitalisme et des généraux. »

Ce discours vague sert à couvrir le sale bilan anti-ouvrier des SR dans la révolution égyptienne. A chaque étape de la révolution, ils ont cherché à subordonner la classe ouvrière à l'une ou l'autre faction de la bourgeoisie. D'abord, ils ont semé l'illusion qu'ils pouvaient obtenir « un espace démocratique » sous la junte militaire qui a remplacé Moubarak après sa chute, puis ils ont loué Morsi et les Frères musulmans comme « l'aile droite de la révolution ». Ils ont enfin complété ce bilan réactionnaire en s'alignant à nouveau sur l'armée et en vantant le coup d'État de Sissi comme une « seconde révolution ».

C'est-à-dire que les SR continuent de subordonner la classe ouvrière à des partis et organisations de la bourgeoisie. En Égypte, ils ont publié des déclarations communes avec des partis comme l'Égypte forte de l'ex-leader des Frères musulmans Abdel Moneim Abul Futuh ou encore le libéral Parti de la constitution de Mohamed ElBaradei. Au plan international, les SR vantent des canailles social-démocrates comme le leader travailliste anglais Jeremy Corbyn, prétendant que « son arrivée au pouvoir constituerait la première attaque systématique menée contre le néo-libéralisme dans les États capitalistes avancés. »

Johannes Stern

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Johannes Stern, wsws.org](http://wsws.org), 2018

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca